DECLARATION FAITE PAR LA DELEGATION DU

P.A.I.G.C. A LA SEANCE DU MATIN DU

13/6/74

La délégation du P.A.I.G.C., après avoir consulté sa Direction Supérieure, ayant en considération le développement de la situation politique et militaire en Guinée-Bissau et de la situation politique aux Iles du Cap Vert; ayant également en considération la position des Etats africains et les décisions du Conseil des Ministres de l'O.U.A., réuni à Mogadiscio, rend clair à la délégation portugaise que la reconnaissance de la République de Guinée-Bissau est devenu une question fondamentale des négociations. Pour l'opinion en général et pour l'opinion africaine en particulier cette reconnaissance est le teste de la sincérité des intentions proclamées par le gouvernement portugais de décoloniser. La délégation portugaise ne doit pas considérer ces mots comme traduisant une volonté de durcir notre position. Il s'agit de la nécessité de tenir compte de la conjuncture du moment où nous reprenons nos négociations.

Nous estimons que nous ne devons pas commencer cette phase de notre travail par la discussion d'un texte et cela pour nous éviter de tomber dans des discussions interminables sur des mots. Nous pensons qu'il est préférable, après le temps de réflexion que nous avons eu, que nous commençons pour fixer les principes de base avec lesquels les deux délégations pourront être d'accord.

Il ne se pose pas la question de l'autodétermination et du referendum. Les Mouvements de Libération Nationale ne le veulent pas. L'Afrique non plus. C'est dépassé. Vous avez eu l'opportunité d'entendre le FRELIMO sur ce même sujet.

La question qui se pose est celle du transfert des pouvoirs exercés par le Portugal. A qui doivent être remis ces pouvoirs?

.../...

Dans le cas de la Guinée-Bissau, tout est clair. La Guinée-Bissau est un Etat reconnu par quatre-vingt-cinq pays et, du point de vue international, le gouvernement portugais occupe illégalement une partie du territoire de la Guinée-Bissau. Il s'agit donc, ici, de la liquidation de l'occupation et de la garantie des intérêts du Portugal. En ce qui concerne le retrait des troupes nous sommes prêts à comprendre toutes les difficultés et à donner notre meilleure collaboration.

Les Iles du Cap Vert ont le droit à l'indépendance comme les autres colonies. La réalisation d'un referendum est contestée par tous et en particulier par nous mêmes. Le referendum organisé sous la domination coloniale a laissé un mauvais souvenir en Afrique et personne ne l'accepte de nos jours. Nous estimons que le problème qui se pose au Cap Vert est également celui de voir à qui transférer le pouvoir.

Le pouvoir au Cap Vert doit être transféré à une Assemblée Nationale Populaire élue par suffrage universel et directe. Aussi, proposons-nous:

- 1 - La constitution d'un exécutif provisoire composé de représentants du gouvernement portugais et de représentants du P.A.I.G.C.
- 2 - La tâche de l'exécutif provisoire sera essentiellement l'organisation des élections à l'Assemblée Nationale Populaire et l'expédition des affaires courantes, en particulier promouvoir l'assistance aux populations victimes de la sécheresse;
- 3 - Les autres aspects seront réglés dans une phase ultérieure des négociations;
- 4 - L'Assemblée Nationale Populaire adoptera une Constitution de l'Etat du Cap Vert et décidera du problème de l'unité avec la Guinée;
- 5 - Les Assemblées Nationales Populaires de Guinée-Bissau et des Iles du Cap Vert adopteront la Constitution de l'Union et désigneront les organes de l'Etat de l'Union.

.../...

Nous voulons éclaircir la délégation portugaise sur la question suivante:

En acceptant l'ouverture des négociations à Londres nous avons été cohérents avec nous-même car nous avons toujours dit que nous étions prêts à négocier sans aucun préalable ~~est~~^{et} où que ce soit. En marquant notre indépendance d'action et de pensée nous sommes allés à Londres, comme vous le savez, même contre l'avis de plusieurs Etats africains et, en particulier, de la République de Guinée. Nous espérions que le gouvernement Travailleiste serait, lui aussi, cohérent avec des décisions prises précédemment - notre présence au Congrès du Parti Travailleiste, la présence de notre camarade Amilcar Cabral en Angleterre et les positions prises lors de la visite de Marcello Caetano. Or, il arrive que le Parti Travailleiste a reçu notre délégation, dont faisaient partie plusieurs membres du Comité Exécutif de la Lutte du P.A.I.G.C., d'une façon incorrecte, en ignorant même sa présence dans la capital britannique.

Nous avons choisi l'Algérie parce que nous avons estimé qu'elle serait acceptée sans aucune difficulté par la partie portugaise.

Nous réaffirmons que l'objectif final de nos négociations est la solution du conflit qui oppose notre peuple, en Guinée-Bissau et aux Iles du Cap Vert, au colonialisme portugais. Cette solution suppose la libération totale de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap Vert.